

Monsieur LABORIE André
2 rue de la Forge
31650 Saint Orens

Saint Orens le 30 septembre 2005

Conseil Supérieur de la Magistrature
15, quai Branly
75007 PARIS

Demande d'Enquête administrative au Ministre de la Justice.

L.A.R

Monsieur le Président,

Je vous prie de trouver ci-joint pour information une nouvelle plainte déposée devant le Doyen des Juges d'Instruction de Toulouse en date du 30 septembre 2005, concernant principalement Madame DREUILLE Magistrat.

Celle-ci dans plusieurs affaires liées directement ou indirectement à ma personne fait tous les obstacles possibles en rendant des arrêts contraires à l'application de la loi et concernant cette plainte à apprécier.

Obstacles à l'application du code de la consommation pour assister nos adhérents devant le juge de l'exécution et comme repris dans ma plainte.

Que ces agissements portent préjudices au fonctionnement de l'association régulièrement déclarée et agréée par *l'absence d'une réponse légale conformément aux articles R411-4 et R 411-5 du code de la consommation et sur une demande d'agrément effectuée le 7 février 2005.*

Que ces agissements portent préjudices à ma réinsertion professionnelle, à m'investir au sein d'une association comme celle que je représente pour défendre les adhérents qui ne peuvent agir en justice avec un avocat par manque de moyen financier et dans des procédures particulières.

- **Que notre association agit dans un intérêt public à préserver les droits de nos adhérents.**

Que les agissements de Madame DREUILLE vous ont souvent été communiqués et concernant de nombreuses plaintes sans qu'une réponse soit faite du Conseil Supérieur de la Magistrature pour faire cesser ses agissements illicites, délictueux et comme repris dans la plainte déposée.

Je compte sur toute votre compréhension à rétablir le droit des associations conformément à la loi en intervenant auprès des autorités compétentes.

Je vous demande de faire diligenter une enquête administrative sur Madame DREUILLE Magistrate qui agit en permanence à faire obstacle aux droits des justiciables par tout moyens qui lui sont fournis et mis à sa disposition.

Je reste à la disposition de la justice et de vos services pour vous apporter toutes preuves utiles aux faits que je vous dévoile et qui se passent en permanence devant la juridiction Toulousaine.

Dans l'attente de vous lire, je vous prie de croire Monsieur le Président du Conseil Supérieur de la Magistrature, à l'expression de mes sentiments distingués.

Monsieur André LABORIE

Pièces :

- Plainte à Monsieur le Doyen des juges d'instruction de Toulouse en date du 30 septembre 2005.
- Information de cette plainte à Monsieur le Premier Président de la Cour d'Appel de Toulouse.